

FORMAT ÉLECTRONIQUE EN FRANÇAIS

Tout savoir, actualité !

Site : <http://www.carlosxerfan.download/>

Ce E-Book vous plaît

Merci à communiquer à vos amis.

C'est important !



ACTUALITÉ : Quelques jours seulement après la sortie de ce livre sur Internet, Monsieur François Hollande accepte me rencontrer, il a reçu en main propre une copie de mon livre. J'appréciais son attention, il était sincère, je pense. Affaire à suivre ...

TOULOUSE AZF

&

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE LUMIÈRE

D'après l'histoire vécue par

CARLOS XERFAN

Version française

Autoédition

PARIS - FRANCE

Œuvre enregistrée à la société de gens et lettres de France

Sous le numéro 2006.04.0279



Carlos Xerfan

Lanceur d'alerte et enquêteur civil privé sur les diverses explosions survenues
dans la ville de Toulouse

le 21 septembre 2001.

Copyright© 2016

SOMMAIRE

...envoyée aux élus de tous bords...

NOTE IMPORTANTE

Attachez-vous ! Nous allons voler en ligne.

« BUZZ »

Aux rapports..., subsiste un grand problème !

Dans la mare aux canards...

« Une révolution se prépare »

...effets de « **rétroactivité** » d'une concurrence...

PSCHITTS

SOYEZ ATTENTIF AUX SIFFLEMENTS

Des gens commencent à parler...

...LA PROMOTION DES PRINCIPES FONDAMENTAUX
EN EST UNE PREUVE...

Le corps... français.

Monsieur Le Président,

...Avec intelligence.

...du café.

...réfléchi beaucoup en ce moment.

Cette énergie fait vibrer chaque **ADN**...

...de la France, miroir de l'humanité...

INTRODUCTION

Déjà 15 ans de misères et de désarrois occasionnés par l'impressionnante catastrophe due aux différentes explosions survenues à Toulouse et aux alentours de la ville rose le matin du 21 septembre 2001. Les plus terrifiantes, qui ont donné des frissons aux Toulousains, sont celles réunies au pôle chimique au sud de la ville, unissant deux grandes usines Seveso, l'usine Azote Fertilisants (AZF) et la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE).

Protégée par le secret-défense, la SNPE est une usine défendue par la préfecture de Haute-Garonne, représentante de l'État français dans ce département, contre toutes les erreurs de fonctionnement et de production liées à la fabrication de produits chimiques. A savoir que certains produits sont utilisés comme armes de guerre, aujourd'hui interdites par la communauté internationale, comme par exemple le gaz moutarde qui continue en effet à être fabriqué sur le territoire français. La SNPE fabrique aussi une grande quantité de produits hypertoniques et de carburants, dont les combustibles de fusées et de missiles utilisés par la France et vendus également à de multiples armées dans le monde.

L'enjeu de ce livre est donc plus qu'important.

En 2001, nommé par le Président Monsieur Jacques Chirac, l'administration préfectorale était représentée par le préfet Monsieur Humbert Fournier, aujourd'hui disparu de tous les supports médiatiques. Pourtant, en ce jour de catastrophe, cette administration n'a envoyé aucune note publique relatant la réalité des faits, dans un souci premier de maintenir un minimum d'ordre général. Par la suite, elle n'a pas tenu compte, malheureusement, du concours des témoins dans l'enquête de police qui relatent les différents faits perçus par chacun avant et après l'explosion du stock de nitrate d'ammonium rigide d'AZF.

Ce même préfet comme d'autres personnalités importantes, a considéré bien rapidement que l'origine de la catastrophe, ce jour inoubliable du 21 septembre 2001, ne pouvait provenir que de l'usine AZF alors qu'ils en connaissaient l'origine.

Les notes préfectorales relataient le danger du nuage chimique qui avait couvert la ville rose ce matin-là et le nombre de victimes, extrêmement minimisé au départ. Il

a fallu attendre plusieurs années pour qu'enfin soient officialisés les nombres suivants : 31 morts et 2500 blessés... qui s'avèrent être encore loin de la réalité !

L'affaire n'arrête pas de faire couler de l'encre et ce, pendant 15 ans : les nouvelles informations arrivant au goutte à goutte, soulèvent à chaque fois de nouveaux débats médiatiques, les juges ne savent donc plus ce qui doit être jugé. Toujours est-il que les autorités de l'époque refusent de fournir leur concours pour la recherche de la vérité. Cause de leur refus, plusieurs jugements se sont avérés sans issue, malgré une instruction qui a perduré plus de 7 ans ! D'ailleurs, à aucun moment n'a été proposé un délai modéré. Le prochain jugement débutera le 24 janvier 2017, et sera exceptionnellement organisé par la plus haute cour d'appel du pays, soit à Paris.

Toutes les hypothèses à l'origine de la catastrophe ont été vérifiées officiellement et organisées de telle sorte à masquer la réalité. Les hypothèses qui culpabilisent l'État, les autorités et l'armée française, ont été négligées par le corps judiciaire toulousain chargé de faire toute la lumière sur cette affaire.

Ces hypothèses ont été minutieusement étudiées, une à une, par un petit groupe de civils soucieux de la faiblesse de la justice. Ils ont diffusé leurs études sur Internet à l'attention du grand public, qui ne sait plus qui et quoi croire, mais qui attend impatiemment la fin judiciaire de cette affaire, qui a fait en réalité plus de 50 morts et près de 10000 blessés.

Dans cet ouvrage, j'expose des informations non ou mal connues du grand public, parfois démesurées, mettant en lumière une réalité qui repose sur un seul document tenu au secret par les autorités. La justice n'a aucun pouvoir d'accès à ce document. Ainsi dans cet ouvrage j'y détaille les hypothèses les plus connues et les plus à même d'expliquer ce qu'il s'est réellement passé à Toulouse.

Je m'exprime sans crainte au sujet du sabotage des tests civils et militaires « sauvages » faisant usage de hautes technologies de défense nationale. Je mets en évidence l'utilisation d'une ogive nucléaire mesurée que les autorités françaises cachent sous le joug du silence, estampillée secret-défense, depuis le 21 septembre 2001.

À savoir que tout crime commis par un État contre sa population, même s'il est involontaire, est passible de poursuite auprès de la Cour Internationale de Justice, organe principal de l'ONU.

La V^{ème} république se retrouve en échec et mat à tous les étages à cause de ce dossier et le but de cette œuvre est de convaincre l'actuel président de la République d'agir, délivrant ainsi la justice, afin de donner une chance nouvelle de croissance pour le pays. La grande question est de comprendre comment un tas de nitrate d'ammonium agricole rigide, entreposé dans le hangar 221 de l'usine AZF, a explosé subitement.

Depuis mars 2002, je me suis positionné comme enquêteur privé dans cette affaire, j'estime être victime d'une course technologique dans laquelle la France, l'Allemagne, la Suisse, et l'Union européenne englobant les pays membres en 2001, étaient en retard de plusieurs dizaines d'années, derrière les armées américaines et russes.

J'ai informé quelques journalistes devenus pour la plupart connus pour avoir écrit les résultats de leurs enquêtes, et... pas seulement.

Cet ouvrage permettra aux lecteurs d'avoir une vision plus précise de l'affaire, que ce soit politique, sociale, économique ; toute la chaîne de répercussions occasionnées par ce qui s'est passé et dans quel but de justice. Dans un ensemble de révélations et d'accusations lourdes, mais de bons sens.

Vu qu'il s'agit d'une affaire délicate, d'une investigation minutieuse, dangereuse, et humaine, il est conseillé pour une lecture plus agréable, que le lecteur s'investisse dans une observation approfondie aux diverses images qui figurent dans ce livre. Ceci permettra au lecteur de réveiller ses sens... pour comprendre pourquoi tout au long de cette lecture, les histoires atterrissent de nulle part pour n'en faire qu'une, dans un ensemble de messages importants pour le rassemblement corporatif, que j'ai nommé : La révolution française lumière.

En lisant cet ouvrage, vous partagerez de grands frissons, n'en soyez pas étonné(e).



UNE PENSÉE DE SURVIE

Parfois la vie nous propose des moments inattendus et se compose de situations qui nous sont étranges, comme on dit le plus souvent, « *bizarres* ».

Parfois, et plus rarement encore, la vie peut nous proposer des situations étranges et étrangères à la fois ; dans ce cas, les étapes sont souvent longues et douloureuses.

Mais pour connaître la vérité, il faut survivre et lutter afin de défendre sa conviction.

Je pense que tous les êtres humains ont le droit d'être informés des manœuvres d'essais électromagnétiques qui se déroulent dans le monde. **Même lesdits secrets-défense.**

Cette énergie invisible est utilisée en divers domaines par les grandes nations, principalement dans le domaine de la défense militaire aérienne.

Elle est gravement nuisible à la santé de toutes les formes de vie sur Terre, et bafoue tous les articles de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Il est temps de réécrire cette Déclaration, cette fois-ci engageant d'autres grandes nations à participer à son élaboration, afin d'ajouter de nouveaux articles appropriés à notre monde moderne, pour améliorer l'idée générale du respect des quatre règnes, minéral, végétal, animal et humain.

Avant que la technologie ne détruise notre civilisation.

La liberté de connaître la vérité, pour appliquer les bons sens de Vie, ensemble.

Fin d'une pensée.

Compulser la vérité des tirs micro-ondes secrets en date du 21 septembre 2001 à Toulouse. (Lettre envoyée aux élus de tous bords, français et européens - Avril 2011).

Mesdames, Messieurs, Élu(e)s,

J'attire votre attention, afin de vous faire part d'un message qui n'a rien à voir avec une menace, sauf si pour certains, il est considéré comme menaçant. Dans ce cas, celui et celle qui se sentiront inquiétés, seront conviés à une invitation face au tribunal compétent.

Je serai prêt à me défendre.

Je voudrais d'abord exprimer mon point de vue quant à la situation du scénario politique français et européen.

En ce qui concerne la France, ce si beau pays qui depuis déjà une vingtaine d'années est abîmé par une politique générale de l'autruche, la seule politique visible existante dans ce pays est celle du dépouillement financier de la population, marqué par l'exclusion, la pauvreté qui s'installe, le chômage, la fermeture de milliers de PME familiales surtout depuis les dernières années de crise mondiale, ainsi que l'oppression.

Ce si beau pays a quasiment perdu son âme, âme qui a inspiré par ailleurs diverses démocraties dans le monde.

Les hommes d'une autre époque se sont toujours organisés pour créer un contre-pouvoir, ce qui allait dans le bon sens.

Ainsi, la France a vécu ses années les plus glorieuses dans la modernisation de son réseau ferroviaire qui a atteint les endroits les plus distants. Ce fut ainsi que la France a développé l'industrie de l'acier, du charbon, elle a

amélioré son réseau fluvial, son agriculture et l'élevage des animaux. C'était l'époque de la valorisation du travail manuel.

Le pire des crimes est celui auquel la justice participe sciemment en acceptant qu'ils soient commis en son nom et en restant sourde et aveugle aux cris et aux appels de détresse des citoyens innocents, qu'elle a injustement incarcérés. Histoire que j'ai vécue.

La France est en crise depuis plusieurs années et ce n'est que ces temps-ci que les divers pouvoirs et contre-pouvoirs admettent l'existence de cette crise.

À qui la faute ? Serait-ce peut-être la cause des décisions prises depuis plusieurs années ?

Je suis de ceux qui pensent que la faute vient des divers contre-pouvoirs qui ne jouent plus leur rôle, installant la politique du mensonge général afin de garantir soi-disant la paix, non seulement en France mais depuis peu en Europe.

Un pays, que ce soit la France ou un autre, sans contre-pouvoir, est un pays faible ; faible d'idées, faible de courage, faible d'intelligence, faible d'initiatives, oubliant ses devoirs et son plaisir de vivre. Ainsi, par leurs faiblesses, les dirigeants se retrouvent forts d'arrogance, d'incapacité de mener à bien les intérêts de la population, donc du pays. Développant en conséquence des armes de défense contre-productives.

Cela ne m'amuse en rien de vous écrire cette lettre, je dirais même que par votre choix, votre irresponsabilité, vous êtes en train d'amener la France vers un point de non-retour.

Continuez si cela vous plaît mais sachez que cette fois-ci, vous serez les seuls à en assumer les conséquences. Si vous tolérez que ce pays tombe dans la

misère totale, n'entraînez pas d'autres pays comme vous l'avez déjà fait par le passé. Le Brésil par exemple. **Savez-vous pourquoi ?**

Le Brésil qui vivait sous un régime militaire a pourtant réussi à opérer un changement. La population vivait une situation quasiment semblable à celle que vit le peuple français aujourd'hui, à savoir : l'autoritarisme, l'injustice généralisée, l'exclusion, la raréfaction de l'information, l'oppression, la destruction volontaire des institutions... Il ne s'agissait plus de vigilance citoyenne, il s'agissait d'aposter un vigile derrière chaque citoyen.

Cela s'appelle le fascisme.

Les services secrets brésiliens, par exemple, étaient utilisés en partie pour effacer dans la population, les citoyens responsables dont le désir était de changer une terrible situation qui semblait pourtant immuable et conçue par les dirigeants eux-mêmes.

Comme d'autres pays, le Brésil s'est inspiré en grande partie de l'organisation du fonctionnement républicain français, avec une volonté plus affirmée du respect de l'être humain.

Ces temps-ci, on débat de la mise en place d'un nouveau mode de fonctionnement judiciaire, copiant ainsi la structure même du système existant en France, mettant en évidence ses failles et en les corrigeant.

Même au temps où ce pays vivait sous le régime militaire, les thèmes présentés dans les écoles de samba pendant les défilés du carnaval faisaient montre des revendications que le peuple se trouvait malgré tout en droit d'exprimer.

Éternelles revendications, portant sur les sujets : de justice, de politique et de démocratie.

Les médias brésiliens ainsi que la population se sont réjouis que les messages soient entendus par le corps politique et cela a créé la paix. Un peuple libre, par nature, n'a pas peur du changement.

Malheureusement, nous assistons en France exactement au phénomène inverse. Aujourd'hui, lorsque les médias font état de revendications populaires par le biais des manifestations, on sait qu'ils filment un carnaval et non pas la manifestation d'un malaise social profond.

Évidemment, lorsqu'il s'agit d'autres pays, la réalité est montrée sous un tout autre angle : il s'agit d'émeutes, de troubles de l'ordre public et de dysfonctionnements démocratiques.

Les médias français veulent nous faire croire que la France est un paradis et qu'ailleurs c'est l'enfer. Ainsi les Français sont au courant de la grande misère du monde extérieur mais sont maintenus dans l'ignorance de leur misère propre.

La liberté, c'est aussi d'être informé sans manipulation.

Un journaliste est un colporteur d'informations dont la mission est de transmettre sans transfigurer. A la suite de quoi, le citoyen est en devoir d'analyser l'information reçue et dès lors, d'en concevoir l'opinion qu'il est libre d'avoir.

Il est évident qu'en France, tout journaliste qui obéirait à cette règle se retrouverait tôt au tard au chômage. Il s'agit d'un concept que je nommerais la « *mythomanie des groupes* ».

Ceux qui vivent en France sont sous le joug de cette fausse réalité. Il est plus facile pour un Français d'attendre qu'une vérité apparaisse dans 30 ans plutôt que de lutter pour la reconnaître aujourd'hui. Comme exemple fort, parlons donc de ce qui s'est passé à Toulouse le 21 septembre 2001.

Lorsque j'ai rencontré Monsieur Jean-Louis Debré à Paris (Président de l'Assemblée Nationale), il m'a assuré que j'étais un fou de continuer à parler du sujet de l'usine AZF (Azote Fertilisants), il m'a bien fait comprendre que je risquais ma vie. Selon lui, le meilleur pour moi eût été de rentrer le plus rapidement possible dans mon pays, le Brésil. Imaginez-vous ce que j'ai ressenti, moi qui avais besoin d'être rassuré et protégé.

Par la suite, j'ai eu le privilège de discuter avec Monsieur le député Noël Mamère au sujet d'AZF. Ce jour-là, il était présent sur la place de l'Hôtel de Ville à Paris à l'occasion d'une manifestation concernant les prisons françaises mais, après notre brève conversation, il s'est évaporé sur son vélo.

Plus tard, je dînais en compagnie de Madame et Monsieur le sénateur Philippe Dominati et j'abordais à nouveau le sujet d'AZF. Quelle ne fut pas ma surprise de voir Monsieur Dominati quitter la table, me laissant seul avec son épouse.

Nous avons évoqué ce soir-là la question des deux explosions.

Il apparut au cours de notre conversation que plusieurs élus, sénateurs, députés et maires avaient effectivement eu un doute quant au drame d'AZF, alertés, non seulement par moi, mais aussi par divers scientifiques engagés bénévolement pour la plupart. Il est évident que deux explosions ont bien eu lieu à Toulouse.

Divers rapports font état d'une explosion souterraine sous la colline de Pech David dans une base militaire secrète.

Tous informés, et ils se sont tus.

Nous savons que l'explosion de l'usine AZF est la conséquence de divers essais de haute technologie secrète autorisés par Monsieur le Président Jacques Chirac concernant des expérimentations militaires de tirs micro-ondes sur la ville de Toulouse en date du 21 septembre 2001.

Tout cela est la conséquence de diverses causes opportunes qui ont créé le moment fatidique de la destruction de la tour dite de “prilling”.

Dans cette tour était fabriqué un engrais agricole, le nitrate d’ammonium sous forme rigide, lui-même stocké dans le hangar 221, localisé à quelques mètres de la tour.

Aujourd’hui, la France se réjouit avec l’Allemagne de vendre le bouclier anti-missile européen, grâce en bonne partie aux essais militaires infligés aux Toulousains, motif naturel de l’omerta.

Trois causalités importantes, réunies au même moment, ont été à l’origine de l’explosion de la tour de “prilling” : **l’eau, l’électricité, et les micro-ondes**. Un système d’eau sous pression et souterrain, non répertorié dans le domaine public incluant la base secrète sous la colline de Pech David, a été rempli tout au long de la nuit qui a précédé les diverses explosions.

Cette eau était utilisée pour refroidir un puits d’essai de bombes, enfoui sous la colline.

Il va sans dire que la négligence qui confine au sabotage n’a jamais été observée, ici comme ailleurs. Il est impossible de concevoir qu’une telle négligence ne soit pas du sabotage.

Le réseau d’eau mis en service quelques heures avant l’explosion du hangar 221 avait des fuites, fuites qui ont traversé la dalle de ce dernier, provoquant une réaction dite d’intimité entre le stock, c’est-à-dire le nitrate d’ammonium, et l’eau.

Avant l’explosion du hangar, les alarmes de l’usine AZF se sont mises à fonctionner.

La réaction d’intimité a entraîné la dissolution du nitrate d’ammonium rigide en gaz, gaz de couleur grise, qui a été observé sur les toits du hangar au petit matin, vers 7h, sans que personne ne s’en inquiète.

Inutile de préciser que ce gaz de nitrate est extrêmement explosif.



Lettre A : tour de "prilling", grande structure en acier. Lettre B : cratère du hangar 221, localisés à moins de 60 mètres de la tour de "prilling".

Quelques secondes avant 10h18 dans les entrailles de Pech David, une explosion artificielle de forte intensité a été créée dans le puits d'essai afin de transformer, à partir de l'inertie de cette explosion, une quantité géante d'énergie électrique expérimentale.

Celle-ci devait répondre à un effet souhaité de rétroactivité non encore vérifié par les autorités à ce jour. Une fois en surface, l'énergie était transformée à son tour en énergie micro-ondes puis projetée et récupérée on ne sait où.

Il s'agit de savoir qu'à ce moment précis et à cet endroit précis, il y a eu un mouvement sismique de 3,4 sur l'échelle de Richter.

Il en résulte que le dégagement d'énergie, subséquemment, a créé une « *cage de Faraday* » qui a occasionné un phénomène électromagnétique d'un ordre nouveau.

Dans la même seconde, un excédent voulu de l'énergie expérimentale produite dans le puits a été envoyé à la terre.

Au même moment, lorsque les appareils de la SNPE (Société nationale des poudres et explosifs) ont constaté un mouvement sismique sans précédent, le système de sécurité de l'usine s'est enclenché, ce qui a entraîné, d'une part, l'arrêt de toutes les activités de l'usine, et d'autre part, la mise à la terre de toute son énergie électrique.

On a donc deux quantités astronomiques d'énergie électrique qui arrivent à la terre en deux points distants d'environ 2,6 kilomètres.

Ces énergies électriques sont arrivées jusqu'aux structures métalliques de la tour de “prilling”, qui a fait de cette tour un énorme condensateur électrique.

Touché par un tir micro-ondes, cette tour explose.

L'explosion, amplifiée davantage par la présence du gaz de nitrate d'ammonium observé sur le toit du hangar 221, a été le détonateur du stock contenu dans ce hangar.

Le temps entre l'explosion de la tour et celle du hangar est d'environ une demi-seconde, ce qui donne l'impression qu'il s'agit d'une seule explosion.

En ce qui me concerne, je reste un citoyen du monde attentif à tous ces dysfonctionnements et dans tous les cas, je suis prêt à servir pour ce qui vaut de droit : l'écologie, la justice et le bon sens.

À ce jour, il existe qu'un seul document tenu à la discrétion du président de la République qui atteste de la véracité de mes propos. Il va sans dire que je reste un des rares dépositaires de cette information. On peut compulser ce document avec beaucoup de courage auprès des services secrets de l'armée française. Données sismiques enregistrées par la DAM (Direction des Applications Militaires) du CEA (Centre d'Énergie Atomique).

Bien, voilà mon message : voulez-vous m'aider à demander à Monsieur le Président Nicolas Sarkozy de dire si <Oui> ou <Non> il y a eu des essais micro-ondes à Toulouse en date du 21 septembre 2001 ?

Sachez que la France n'a rien fait d'extraordinaire en menant ces essais de manière secrète ; un autre pays aurait pu le faire. Justement, le danger est là.

J'accuse l'État français et son principal garant, la justice, d'avoir commis sur ma personne un rapt judiciaire, une exaction illégale, justifiée sans doute par l'originalité de mes démarches.